



**GROUPEMENT D'ETUDES ET DE RECHERCHES**

**NOTRE EUROPE**

**Président : Jacques Delors**

**LE DÉBAT INTELLECTUEL FINLANDAIS**

**SUR L'UNION EUROPÉENNE**

**Esa STENBERG**

*Études et recherches n° 8*

*Août 1999*

44, Rue Notre-Dame des Victoires,  
F-75002 Paris

Tel : 01 53 00 94 40

*e-mail* : [notreeurope@notre-europe.asso.fr](mailto:notreeurope@notre-europe.asso.fr)

*Etude disponible également en anglais et en finnois.*

*© Notre Europe, Août 1999.*

## **Esa STENBERG**

Dr Esa Stenberg est professeur de commerce et d'affaires internationales et directeur de l'Institut Paneuropéen à l'Ecole de sciences économiques et de gestion d'entreprises de Turku. Il a publié des articles scientifiques et de presse dans le domaine des affaires internationales et des relations extérieures de l'UE. Il a également publié des articles politiques dans la presse finlandaise. Avant d'occuper son poste actuel, il a enseigné les affaires internationales à l'Ecole de sciences économiques et de gestion des entreprises d'Helsinki et a été pendant six mois conseiller spécial auprès du ministre du Commerce et de l'Industrie.

## **Notre Europe**

Notre Europe est un groupement indépendant d'études et de recherches sur l'Europe, son passé, ses civilisations, sa marche vers l'unité et ses perspectives d'avenir. L'association a été créée par Jacques Delors à l'automne 1996. Elle se compose d'une petite équipe de chercheurs originaires de divers pays.

Notre Europe participe au débat public de deux manières : en publiant des études sous sa responsabilité et en sollicitant des chercheurs et des intellectuels extérieurs pour contribuer à la réflexion sur les questions européennes. Ces documents sont destinés à un nombre limité de décideurs, politiques, socio-professionnels, académiques et diplomates dans les différents pays de l'Union européenne.

L'association organise également des rencontres et des séminaires en collaboration avec d'autres institutions ou des organes de presse.

Conformément aux statuts de l'Association, se réunit également, au moins trois fois par an, le « Comité Européen d'Orientation », composé de personnalités issues des différents pays européens et de diverses origines politiques et professionnelles.

**Cette étude sur la Finlande est la quatrième d'une série d'études publiées par "Notre Europe" visant à mieux faire comprendre l'état du débat intellectuel sur l'Europe dans les Etats membres de l'Union.**

## SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
1 IDENTITÉS NATIONALES ET EUROPÉENNES	7
2 DEMOCRACIE, LEGITIMITÉ ET FÉDÉRALISME DANS L'UE	10
3 POLITIQUE DE SÉCURITÉ	14
4 UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE (UEM)	17
5 LA DIMENSION SEPTENTRIONALE	21
6 LES DÉFIS DE LA PRÉSIDENTE FINLANDAISE	24
7 ANALYSE ET CONCLUSIONS	24
SYNTHÈSE	278
LISTE DE RÉFÉRENCES	30

## INTRODUCTION

Le débat finlandais relatif à l'UE est une histoire brève car l'adhésion de la Finlande à l'UE n'était pas considérée comme une hypothèse sérieuse avant cette décennie. Du point de vue finlandais, l'environnement politique s'est modifié de façon radicale au début des années 1990 : la Guerre Froide s'est achevée, les pays d'Europe de l'Est ont été libérés et l'Union Soviétique a disparu en tant que structure totalitaire. Tous ces changements ont conduit – comme l'explique le Dr Teija Tiilikainen (1998, p.159) – à une crise d'identité de la vie politique finlandaise en raison de la destruction des fondements visibles de la vieille doctrine politique. "La signification de ses principes de base - la neutralité et une relation privilégiée avec la Grande Puissance voisine - est devenue incertaine" (Tiilikainen, p.159). La candidature de la Suède à l'UE a contribué à augmenter la confusion au sein du monde politique finlandais. Mais elle a également représenté pour la Finlande un "signal d'alerte" qui a poussé les décideurs politiques à réévaluer la trajectoire de la Finlande et, finalement, à la dévier d'au moins 90 degrés en direction de l'Ouest. La mise en œuvre officielle de cette nouvelle orientation a commencé au début de l'année 1992 avec le discours du Président Mauno Koivisto dans lequel il se déclarait favorable à la candidature de la Finlande, puis par une décision gouvernementale et finalement par le vote positif du Parlement finlandais en mars 1992. Il est important de connaître cette courte histoire, car ce n'est qu'à partir de ces décisions que le débat s'est sérieusement engagé.

Pour la plupart des politiques et des citoyens finlandais, le débat relatif à l'Union européenne s'est résumé, dans une large mesure, à se positionner pour ou contre la participation de la Finlande à l'intégration européenne. Naturellement, ce genre de débat n'est pas très "intellectuel". Heureusement, parmi les universitaires, journalistes et politiciens, un certain nombre de personnes sont en mesure d'analyser de façon relativement objective la position internationale et le rôle de la Finlande dans le processus d'intégration européen.

Olli Kivinen, rédacteur et commentateur de l'*Helsingin Sanomat*, le plus grand quotidien finlandais, affirmait en 1994 – année du référendum finlandais sur la l'adhésion à l'UE – que le climat intellectuel de la Finlande avait longtemps été "négaliviste". Selon Kivinen, cet état d'esprit reflétait l'écoeurement ressenti après la chute du communisme et du Stalinisme. "La philosophie totalitaire attirait un grand nombre d'individus qui se considéraient comme des intellectuels". Kivinen nous rappelle également que selon les règles actuelles du monde intellectuel, un "véritable intellectuel" ne s'enthousiasme pas pour n'importe quoi et ne défend pas n'importe quelle cause. Il est généralement critique simplement parce qu'il est de bon ton de l'être. Selon Kivinen, cet état d'esprit a conduit à une situation où les intellectuels discutaient des mêmes petits détails, fausses informations et partageaient les mêmes inquiétudes que le grand public. Seule une poignée d'entre eux abordaient les perspectives d'avenir de l'Europe, la paix et le rôle de l'Europe comme porteur de flambeau et promoteur des valeurs européennes dans l'univers impitoyable et plein de dangers d'aujourd'hui. "Les visions concernant l'avenir étaient extrêmement rares". Les perspectives relatives à l'UE sont encore assez rares en Finlande, en particulier sur l'UE dans son ensemble. On trouve plus de visions ou simplement de vues à court terme sur le rôle de la Finlande au sein de l'Union.

1994, l'année du référendum, semble être un des grands tournants du débat finlandais sur l'Union européenne. Le référendum avait été fixé au 16 octobre 1994. Même ceux qui se considéraient comme des intellectuels n'exposaient que des arguments relatifs à leur position vis-à-vis l'entrée de la Finlande dans l'UE. Depuis janvier 1995, la Finlande est membre de l'UE et participe à la marche vers l'UEM. En fait, la participation de la Finlande à l'UEM a ouvert un nouveau débat qui s'est déroulé sur le même modèle – pour ou contre – bien que la Finlande ait déjà signé le traité de Maastricht, dont l'UEM est un des chapitres.

Le débat finlandais touche à des domaines et des problèmes variés. Avant le référendum de 1994 et l'adhésion de 1995, le débat tournait autour de la question fondamentale : la Finlande devait-elle ou pas adhérer à l'UE ; quel était le pour et le contre d'une éventuelle adhésion ? La discussion était donc très pragmatique et, dans une certaine mesure, non-intellectuelle – quelle que soit la signification du

concept "intellectuel". Pourtant, on pourrait dire que le débat était plus intensif avant que la Finlande ait pris la décision d'adhérer qu'après.

En Finlande, deux sujets avaient été placés au-dessus de tous les autres : la sécurité et les questions économiques. Mais les questions de l'indépendance et de la souveraineté nationale, et surtout la crainte de les perdre, ont également été à l'ordre du jour, en particulier avant l'adhésion de la Finlande. L'avenir de l'agriculture finlandaise<sup>1</sup> a été un des sujets permanents du débat. Ces questions ont été inscrites sur l'agenda politique. A l'ordre du jour du débat plus général et peut-être du débat intellectuel, on trouve le problème de l'identité nationale opposée à l'identité européenne, de la démocratie dans le processus décisionnel européen et de l'évolution de l'UE vers le fédéralisme ou vers un système intergouvernemental (union d'États indépendants). Parmi les questions économiques, l'UEM était bien sûr en tête de liste. Le nouveau sujet de l'agenda finlandais sur l'UE est la Dimension Septentrionale. Cette initiative n'a pratiquement suscité aucune critique. Et bien sûr, cette année, la présidence finlandaise a placé la Finlande sous le feu des projecteurs internationaux. L'élargissement de l'UE n'a pas ouvert un débat animé en Finlande, car seules des opinions favorables se font entendre. La seule controverse concernait le soutien de la Finlande à l'Estonie dans ses efforts pour figurer parmi les premiers pays candidats avec lesquels l'UE entamera des négociations. Dans cette étude, la question de l'élargissement est connectée au projet de Dimension Septentrionale et aux défis de la présidence finlandaise de l'UE.

D'intéressantes interconnexions ont été identifiées entre les sujets mentionnés ci-dessus. Par exemple, la participation finlandaise à l'UEM a été motivée par des raisons de politique de sécurité. Quoiqu'il en soit, la participation de la Finlande au processus d'intégration européenne est un tournant capital dans la courte histoire de la Finlande en tant que pays indépendant. A l'évidence, les citoyens sont encore désorientés, voire troublés par la rapidité des extraordinaires mutations de la position internationale de la Finlande. Pourtant, on peut dire que quelques années d'expérience en tant que membre de l'UE ont favorisé une majorité d'opinions positives. Nombre de craintes se sont avérées sans fondement. Le financement par l'UE de différents projets concernant la vie quotidienne des citoyens en particulier a contribué à créer une image positive de l'Union et à la rapprocher des Finlandais. A l'heure de la présidence finlandaise, on pourrait avancer que les Finlandais sont même fiers de leur rôle dans l'arène internationale.

Les sources nécessaires à la préparation de cette publication se sont avérées peu nombreuses, sans doute en raison de la récente participation de la Finlande à l'intégration européenne. Les auteurs des textes utilisés ici viennent principalement du monde de la recherche, en particulier des cercles de la science politique – ce qui est assez naturel. Un certain nombre des auteurs dont je cite ici les idées travaillent actuellement à l'Université d'Helsinki ou à l'Institut Finlandais des Affaires Internationales. A part Helsinki, Turku est également un important centre d'études européennes qui abrite entre autres l'Institut Paneuropéen. Hormis les chercheurs, mes sources ont également été d'éminents hommes politiques, des fonctionnaires tant en Finlande que dans l'UE et quelques journalistes. Cette étude est fondée sur les publications et les articles de presse existants, ainsi que sur certains discours politiques de premier plan. J'ai également pratiqué un certain nombre d'interviews, mais uniquement dans le but de découvrir une source importante de publications. Le problème de la validité et de la fiabilité de ce type d'étude est difficile à cerner. Les sujets d'analyse, le choix des documents, ainsi que l'usage et l'interprétation de ces documents sont hautement subjectifs. Mais dans la mesure où cette étude est un résumé et une analyse du débat finlandais sur l'UE, elle pourrait être considérée comme une contribution à ce débat, qui comporterait les vues et les interprétations personnelles de l'auteur.

La structure de cette présentation est basée sur la logique suivante : nous commençons par des sujets relativement abstraits et généraux "*Identités nationale et européenne*" (Chapitre 1) et "*Démocratie, légitimité et fédéralisme dans l'UE*" (Chapitre 2). Nous évoluons par la suite vers des sujets plus "pointus" "*Politique de sécurité*" (Chapitre 3) et "*Union Economique et Monétaire*" (Chapitre 4). Nous

---

<sup>1</sup> Les problèmes de l'agriculture finlandaise ne sont cependant pas traités dans cette étude en raison de leur nature particulière et plutôt matérielle.

évoquerons bien sûr les deux questions qui sont actuellement importantes, en particulier pour la Finlande, *"La Dimension Septentrionale de l'UE"* (Chapitre 5) et *"Les défis de la Présidence finlandaise"* (Chapitre 6). Enfin, j'analyserai l'ensemble des données et tirerai mes propres conclusions sur les débats présentés dans cette étude.

## 1. IDENTITÉS NATIONALE ET EUROPÉENNE

L'Europe est aujourd'hui sur toutes les lèvres. Nous considérons l'Europe comme un continent qui a beaucoup souffert et qui souffre encore dans les Balkans. La Finlande, bien que périphérique, a toujours fait partie de l'Europe. Les éléments qui unissent l'Europe et la Finlande avec le plus d'intensité sont certainement la sécurité et l'économie, qui font partie l'une et l'autre des "besoins de base" de toute nation ou de tout individu. L'Allemagne et le Royaume-Uni ont été les marchés les plus importants pour les produits finlandais, à côté de ceux des pays voisins. La France par exemple, est restée, pour diverses raisons, une sorte de "désert" pour les exportateurs finlandais. Parmi les grandes nations européennes, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont influencé le destin de la Finlande de diverses manières.

La Finlande a, sans aucun doute, une histoire centrée sur l'État nation. Au cours de notre relativement brève histoire en tant que pays indépendant, nous avons construit ce pays et défendu sa souveraineté en affrontant l'Union Soviétique dans deux conflits. La Finlande en tant que Patrie a certainement une place dans le cœur des Finlandais. Nous ressentons toujours de grandes émotions lorsqu'une équipe finlandaise de hockey sur glace remporte le championnat du monde ou lorsque Mika Häkkinen devient champion de Formule 1. Vis-à-vis de l'Europe et de l'UE, les Finlandais ont une attitude beaucoup plus rationnelle. Il semblerait que la vitesse à laquelle la Finlande "officielle" s'est engagée dans l'intégration européenne ait entraîné un phénomène dans lequel le sentiment d'être Européen ou de devenir Européen soit resté largement à la traîne.

L'intensification du mouvement d'intégration européenne a entraîné en Finlande – comme dans beaucoup d'autres pays – les interrogations suivantes : Qu'est-ce que l'Europe ? Que signifie l'idée européenne ? Que signifie être Européen ? Bien que ce débat ne semble pas intéresser exagérément les citoyens ordinaires, il est important pour l'avenir à long terme de l'UE et de l'Europe. Cette Europe est-elle un projet dans lequel nous voulons nous engager ? Quelles sont nos motivations rationnelles et affectives, pourquoi voulons-nous être Européens ? Ces questions sont posées par le professeur Ilkka Niiniluoto (1996). Il en pose encore d'autres : "Les Irlandais et les Roumains peuvent-ils être Européens dans les mêmes conditions ?" Niiniluoto suggère que, bien que notre époque post-moderne favorise les interprétations superficielles, les caractéristiques communes fondamentales (des Européens) devraient être recherchées dans les couches plus profondes de la culture (Niiniluoto p. 37).

Dr Juha Sihvola (1998, p. 40) analyse le problème de l'identité européenne. Il affirme que le fait d'invoquer en premier lieu les valeurs européennes communes pour expliquer l'intégration est une forme de justification orientée par l'objectif. "Il est admis qu'il existe un système européen de valeurs plus ou moins établi, qui d'une certaine manière produirait lui-même ou de façon naturelle ce type de résultats, et vers lequel le processus d'intégration européenne semble se diriger ou vers lequel on voudrait qu'il se dirige". Sihvola affirme que la crédibilité de ces arguments s'effondre à la lumière des analyses historiques, et qu'il est facile de constater que l'histoire européenne n'a conduit, à aucune époque, à donner une réalité à l'esprit européen, mais qu'elle a été gouvernée par des facteurs occasionnels conduisant à des directions divergentes. En second lieu, Sihvola dit que la réalisation de valeurs européennes est typiquement une histoire de conquérants. Troisièmement, la liste des valeurs européennes communes ne fournit pas en tant que telle des bases permettant de définir les frontières de l'Europe ou les valeurs européennes, pas plus qu'elle ne permet d'évaluer l'importance des différences internes et des identités locales. "Il est aussi problématique de dessiner la frontière orientale de l'Europe que de nous différencier de l'Amérique du Nord ou du monde islamique." (p. 41)

A ce jour, il est clair qu'il existe plus d'interrogations que de bonnes réponses à la question de l'identité européenne. De mon point de vue, l'identité n'est pas un concept utilisable. Nous devrions peut-être trouver différents niveaux d'identité. Le *sentiment d'appartenir à un ensemble* est un de ces concepts. Le *sentiment d'appartenir à un ensemble européen* est important, au moins du point de vue de la légitimité, et donc important pour l'avenir de l'EU, écrit le Dr Heikki Mikkeli (1998, p.17). Il dit que cette question est intimement liée à la division du pouvoir entre l'administration centrale (Bruxelles) et les États membres, et donc au niveau de fédéralisme de l'UE. Il s'agit d'une question importante. En



raison de l'intensification de l'intégration, une partie au moins de l'autorité et du pouvoir des États nations sera transférée à l'UE. Les citoyens l'accepteront-ils, cela dépend en grande partie de leur sentiment d'appartenir à un ensemble européen. Le concept d'appartenance à un ensemble européen est peut-être plus important à cet égard que celui d'identité européenne.

Les *valeurs* sont des éléments importants de l'identité. Il y a eu beaucoup de recherches en Finlande, ainsi que d'autres tentatives pour découvrir les éventuelles valeurs européennes communes. De hauts dignitaires de l'église ont également participé à cette discussion. L'ancien archevêque de Finlande John Vikström (1994) a présenté les valeurs européennes de la façon suivante : *l'Europe est une communauté fondée sur trois valeurs : la Raison (Athènes), la Loi et la Justice (Rome) et la Pitié (Jérusalem). En conséquence, l'Europe se caractérise par une haute valorisation de la science, de la technologie et de l'individualisme, une importance accordée à l'autocritique, l'accent mis sur la justice comme fondement de la paix et la conscience de devoir venir en aide "aux plus petits et aux plus faibles"*. L'archevêque Vikström décrit l'identité européenne comme une combinaison de valeurs communes et un pluralisme.

Dr Juha Sihvola (1996) a analysé de façon plus élaborée les valeurs européennes. Sihvola (p. 22) trouve dans l'histoire des idées politiques européennes deux caractères humains distincts et deux idées sociétales correspondantes qui entrent en compétition, s'affrontent et s'entrelacent. Le plus ancien de ces caractères humains, qui trouve ses origines dans la Grèce antique, pourrait être qualifié de *personnage humain de type communautaire*. L'approche *individualiste* est venue défier le personnage de type communautaire à partir de la fin du Moyen-âge. Selon l'approche individualiste, il existe un individu séparé des autres qui construit sa vie comme une entité unique fondée sur ses propres choix. Le plus célèbre représentant du personnage de type communautaire et de la théorie politique qui s'en inspire est Aristote. Selon la théorie politique aristotélicienne, la mission de l'État consiste à créer les conditions pour que le modèle de "bonne vie" puisse devenir réalité dans l'existence d'un citoyen (Sihvola (p.23). Sihvola soutient que les idées d'Aristote, diffusées par Hegel et par J.V. Snellman, ont influencé pendant plus d'un siècle le débat politique en Finlande. On distingue cependant dans la politique finlandaise une tonalité plus moraliste de l'héritage hégélien que dans les autres pays nordiques, par exemple.

Avant le 18<sup>ème</sup> siècle, le concept d'identité était lié aux individus. Par la suite, le concept a également été appliqué aux nations. Aujourd'hui, à la fin du deuxième millénaire, nous invoquons l'identité d'un continent. Mikkeli (1998, p.18) rappelle que le concept d'identité nationale est assez dispersé et qu'il pourrait être fondé sur des catégories d'éléments très variées, comme les communautés familiales ou régionales, les groupes de personnes appartenant à une même circonscription administrative ou encore les communautés culturelles. Dans les perceptions identitaires des hommes et des femmes, la valeur des communautés locales est peut-être en hausse. Ce sentiment caractérise particulièrement ceux qui sont les moins éduqués et qui ne se déplacent pas dans les grandes villes ou à l'étranger. Quoiqu'il en soit, l'individualisme est une tendance qui se renforce en Finlande, et les éléments d'identité fondés sur l'esprit communautaire sont peut-être en train de perdre du terrain.

Alors, que signifie le concept d'identité nationale ? Saukkonen (1996) a retrouvé une ancienne définition proposée il y a un siècle par un des grands auteurs finlandais, Zacharias Topelius (1899) : "Tous ceux qui reconnaissent la Finlande comme leur patrie, qui l'aiment, respectent ses lois et travaillent pour elle, forment le peuple finlandais." La définition de Topelius pourrait être encore valable aujourd'hui.

Mikkeli (p.20) rappelle également que l'idée selon laquelle l'identité européenne n'a pas besoin d'être uniforme s'est répandue dans les "cercles" européens. Le concept *d'unité dans la diversité*, selon lequel les nations européennes pourraient conserver leurs propres caractéristiques nationales mais se rencontrer au travers de certains éléments communs, a été mis en avant. Jusqu'ici, ce type de sentiment d'appartenance à un ensemble est resté purement théorique et sans aucun contenu concret, affirme Mikkeli.

Il serait donc possible de combiner les identités nationale et européenne. Pour la Finlande, la nouvelle identité pourrait être celle *d'un petit État situé au cœur de l'Union européenne*. Avant, l'identité de la Finlande était celle d'un pays européen neutre. La raison pour laquelle la Finlande a fait partie de la première vague des pays membres de l'UEM est basée sur l'idée que, pour un petit pays, la meilleure place est celle où les décisions importantes sont prises. Comme l'explique Antola (1998, p. 113), la transition entre une position de pays neutre qui apporte un facteur d'équilibre et l'appartenance au noyau dur des pays de l'UE a représenté une étape longue et difficile à franchir sur le plan mental. Pour un petit pays, ce ne sont pas seulement l'histoire et les traditions qui importent, mais également les perceptions actuelles et les visions futures de son rôle et de sa position internationale. Pour le moment, une partie de l'identité politique de la Finlande pourrait être celle d'un pays qui cherche à être un joueur hautement apprécié dans une bonne équipe.

La situation géographique et géopolitique de la Finlande lui donne également une identité de pays nordique au sein de l'UE. La Finlande est aussi un pays situé entre l'Est et l'Ouest. Elle s'est positionnée comme porte d'entrée commerciale de la Russie. L'auteur finlandais Johannes Salminen (1994) a posé la question suivante : pourquoi la Finlande ne serait-elle pas également *la porte d'entrée de la culture* ?

## 2. DÉMOCRACIE, LÉGITIMITÉ ET FÉDÉRALISME DANS L'UE

Le concept de *légitimité* semble prendre encore plus d'importance dans les évolutions futures de l'UE. Dans le chapitre précédent, nous avons évoqué la légitimité telle qu'elle est ressentie par les citoyens. Dans une démocratie, le droit de prendre des décisions qui influencent les conditions de vie des individus s'acquiert au travers des élections. Si les citoyens des pays membres ont le sentiment de pouvoir influencer les prises de décision de l'Union européenne par l'intermédiaire de leurs représentants démocratiquement élus, l'union se développera dans l'avenir sur une base beaucoup plus solide.

Il est important de comprendre les interrelations entre légitimité, démocratie et fédéralisme. Elles obéissent à la logique suivante exprimée de façon très simple : la légitimité peut se construire par un supplément de démocratie ; la démocratie, à son tour, peut s'obtenir par un accroissement du fédéralisme. Le problème des Finlandais et de beaucoup d'autres peuples européens est qu'une plus forte légitimité et un supplément de démocratie sont généralement acceptés et souhaités, tandis que le mot de fédéralisme est presque considéré comme un tabou.

L'interrelation positive entre le niveau de démocratie et le fédéralisme n'a pas été décrite de façon très claire dans le débat finlandais. Certains auteurs voient la question du fédéralisme comme un choix exclusif, d'autres comme une question de niveau. Mikkeli (1998, p. 27) analyse le concept de fédéralisme de façon intéressante. Il dit que le mot fédéralisme tire son origine du latin *foedus*, qui signifie union ou accord, mais aussi compagnonnage et amitié. Selon Mikkeli, le terme fédéralisme peut avoir le sens d'union ou d'accord, dans un contexte juridique et politique, mais aussi de relation entre les personnes basées sur la confiance et l'amitié. En Finlande, affirme Mikkeli (p. 31), l'aspect sécuritaire de la politique est tellement central que les avantages ou désavantages qu'une union plus ou moins fédérale pourrait apporter n'ont même pas été débattus.

Antola (1998, p. 96) décrit l'évolution de l'UE vers le fédéralisme. L'union continue à se développer selon une logique d'approfondissement et d'élargissement. Les décisions commencent à être prises sur la base de la majorité qualifiée, de nouveaux secteurs de la société accèdent à la sphère de l'intégration et les prises de décisions relatives à des questions actuellement traitées dans le cadre de la coopération intergouvernementale pénètrent le champ décisionnel communautaire. Selon Antola, ces évolutions conduisent à un État fédéral. Les aspirations relatives au développement économique et à la sécurité militaire ont été traditionnellement les arguments avancés par les fédéralistes. Antola (p. 97) considère que l'Union européenne actuelle satisfait les principaux pré-requis du fédéralisme, tels qu'ils sont présentés dans la littérature spécialisée. L'Union européenne est une communauté politique, qui possède sa propre citoyenneté et dont la législation, au sens de légitimité, est interprétée par un tribunal indépendant.

Tiilikainen (*Turun Sanomat* 23.5.1999) dit qu'aujourd'hui l'UE est beaucoup plus proche d'un État fédéral que d'une organisation internationale traditionnelle ou autre coalition de nations. Elle soutient que l'idée de citoyenneté européenne serait bien mieux défendue si la situation mentionnée plus haut était reconnue et si les différents aspects du développement fédéral étaient évalués à la fois du point de vue de la nation et de celui du citoyen. Tiilikainen distingue trois dimensions centrales dans la perspective de l'État fédéral : d'abord la relation entre l'individu et l'État, ensuite la division du pouvoir entre les États nationaux et l'État fédéral et enfin, la relation entre l'État fédéral et le monde extérieur. A titre d'exemple de problème qui pourrait se poser entre les États et le niveau fédéral, Tiilikainen cite l'UEM, dont la naissance a renforcé l'aspiration de voir les droits sociaux garantis au niveau de l'union. Ces attentes sont basées sur l'idée que les politiques économiques des États membres, et à long terme leurs économies nationales, seront harmonisées et qu'on devrait en conséquence atteindre une certaine concordance de statut social des citoyens européens, quel que soit le pays auquel ils appartiennent. Enfin, Tiilikainen rappelle les importants problèmes que l'on pourra difficilement résoudre sans augmenter le niveau de fédéralisme. Il s'agit notamment du chômage, de la criminalité internationale, du déficit démocratique et de la complexité du processus de décision.

Ceux qui défendent une Europe fédérale disent que les États nations ne sont pas en mesure de résoudre les problèmes de chômage, de criminalité internationale, de menaces sur l'environnement etc. Antola (p. 98) affirme que la "crise" résulte du conflit entre l'échelle des problèmes et les capacités (insuffisantes) des États nations à les résoudre.

La démocratie est profondément enracinée en Finlande, comme dans toutes les sociétés nordiques. Au cours du débat qui a précédé le referendum, le sort de la démocratie était au centre des préoccupations. On considérait que le pouvoir national de décision, tel qu'il est défini dans la constitution finlandaise, était transféré à l'institution européenne.

Le principe démocratique a également joué un rôle important dans les projets d'unification européenne au vingtième siècle. Comme le remarque Tiilikainen (1998, p. 83), l'engagement démocratique est inclus dans le traité de Maastricht et dans celui d'Amsterdam sous des formes à peu près semblables ("... principes de liberté, démocratie, respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, État de droit...". Mais, comme le dit Tiilikainen (p. 85), même si la démocratie a été hautement appréciée par tout le monde comme principe de gouvernement, son application pratique au niveau européen a rencontré beaucoup de déboires. Le système bureaucratique joue contre la démocratie politique dans la Communauté européenne, mais il n'est pas profondément enraciné en Europe. Néanmoins, la bureaucratie européenne est devenue une caractéristique type de l'organisation. Les aspects caractéristiques de la bureaucratie, comme les procédures closes et la préférence accordée à l'approche étroite des experts au dépens de la participation générale des citoyens, entrent généralement en conflit avec la démocratie.

Les traditions fédéralistes et libérales de l'Europe ont influencé l'une et l'autre, selon Tiilikainen (p. 89), l'actuelle Union européenne. Actuellement, l'UE a une structure de gouvernement clairement fédéraliste dans ses grandes lignes, mais sa structure interne et la séparation des pouvoirs reflètent les aspirations pragmatiques et libérales. Tiilikainen ajoute que cette association a été capable d'entretenir la nature bureaucratique du gouvernement actuel de l'Union, empêchant ainsi d'engager des réformes démocratiques à grande échelle.

Dans le traité de Maastricht, on trouvait déjà quelques tentatives pour résoudre le problème de la démocratie. Parmi celles-ci, citons les principes de subsidiarité et de région, ainsi que le concept de citoyenneté de l'Union. Selon Tiilikainen (1998, 39), la signification concrète de la subsidiarité et de la région est restée ambiguë depuis le début, alors que le développement effectif de la citoyenneté européenne était mis en cause en raison de son caractère fédéraliste.

Le traité d'Amsterdam est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999. Dans le traité révisé, certaines améliorations relatives à la relation entre l'UE et les citoyens sont envisagées. Le traité de Maastricht traitait déjà du concept de citoyenneté européenne. Alors que ce dernier garantissait les droits de base des citoyens européens, le traité d'Amsterdam améliore qualitativement leur condition et augmente leur pouvoir d'influence sur l'UE. En règle générale, l'objectif du traité d'Amsterdam est de rapprocher l'Union des citoyens européens. Il examine des thèmes proches des citoyens comme l'emploi, les questions sociales, l'environnement, la santé publique, la protection des consommateurs et le principe de proximité. Antola estime (1998, p. 28), que "l'Europe des citoyens" a été la grande gagnante du traité d'Amsterdam. Selon Antola, ce traité reflète la volonté de prouver que l'Union européenne, considérée comme trop distante des citoyens, leur apportera quelque chose de nouveau et prendra leurs besoins en considération.

La promotion du principe de transparence était peut-être l'objectif le plus important du gouvernement finlandais lors de la conférence intergouvernementale. Ce principe recouvre deux notions : l'ouverture du processus de décision et l'accès à l'information concernant la préparation des questions inscrites à l'ordre du jour, ainsi que l'amélioration de la lisibilité et de la clarté des accords fondamentaux (*perustamissopimusten*). Selon Antola (1998, p. 29), peu de progrès ont été accomplis en ce qui concerne le deuxième objectif. Les progrès en matière de transparence ont été plus concluants. Le principe qui domine actuellement est que le citoyen a le droit d'obtenir de l'information sur les

documents et les activités de l'Union en général. Seules quelques situations bien précises autorisent des exceptions à cette règle.

Le traité augmente dans une certaine mesure les pouvoirs du Parlement européen. Cet accroissement des pouvoirs du Parlement a été remarqué par les médias finlandais (ex. : *Kivinen Helsingin Sanomat*, 6.5.1999).

Dr Jan-Otto Andersson (*Turun Sanomat* 1999) envisage la nécessité d'adopter une double stratégie pour accroître la démocratie. Il affirme qu'il est nécessaire de renforcer à la fois les pouvoirs de contrôle des parlements nationaux et ceux du Parlement européen. En Finlande et au Danemark, il y a une commission parlementaire permanente dont la tâche spécifique est de suivre les questions relatives à l'intégration. Malgré cela, il est très difficile dans ces pays de suivre les activités de leurs propres ministres au Conseil des ministres de l'UE.

Au moment de la préparation de la conférence intergouvernementale de 1996, le renforcement de la légitimité démocratique de l'Union était considéré comme un objectif majeur (Antola and Ojanperä 1995, p. 17). Pour obtenir cette légitimité deux dimensions sont distinguées : la légitimité au niveau du système et la légitimité au niveau du citoyen (Antola and Ojanperä, p. 17). La légitimité au niveau du système est représentée par la capacité des institutions politiques à satisfaire les exigences de base du système démocratique. La légitimité au niveau du citoyen concerne la possibilité réelle, et perçue comme telle, de participer à l'activité politique.

Lors la conférence intergouvernementale de 1996, l'accroissement de l'ouverture et de la transparence du processus de décision de l'UE faisait partie des objectifs majeurs des pays nordiques membres de l'Union. Comme l'explique Tiilikainen (1998, p. 36), les nouveaux venus nordiques (Finlande et Suède) semblaient plus concernés par le problème de la démocratie et sa relation avec les aspects fédéraux de l'UE que beaucoup d'autres pays membres. La Finlande, pas plus que la Suède, n'est prête à accepter un système fédéral pour accroître la démocratie dans l'UE. Ces pays ont également adopté une attitude réservée vis-à-vis du renforcement des pouvoirs du Parlement européen. La Finlande a accepté l'idée d'une nouvelle évolution de la citoyenneté politique au sein de l'UE. Dans le traité d'Amsterdam, l'ouverture et la transparence du processus de décision européen étaient les principales avancées démocratiques que les pays nordiques ont mis en avant (Tiilikainen 1998).

Il semblerait que la plupart des individus pensent ne pas pouvoir participer aux évolutions qui sont en train de se produire en Europe. En fait, le processus de décision de l'UE et l'ensemble du système sont loin d'être démocratiques. Le Parlement européen est-il donc le meilleur canal par lequel les citoyens pourraient exercer une influence réelle sur le développement européen ? A cet égard, le sentiment d'impuissance est, en tous cas, largement partagé.

Antola (1998) considère que la question des relations entre les citoyens et l'UE sera un des grands défis du futur. Selon Antola, l'UE doit conquérir l'approbation des citoyens, la légitimité. La participation à la prise de décision, l'influence et l'accès à l'information sont des questions qui exigent une réponse. Une solution fonctionnelle, acceptée par les citoyens, doit être mise en œuvre. Aujourd'hui, l'influence ne peut s'exprimer que par le biais des élections au Parlement. Cependant, le Parlement n'a pas réellement d'autonomie sur le plan législatif, il n'a que le droit de contribuer à la législation.

Du point de vue des citoyens, cela signifie que l'UE peut influencer leur vie bien plus qu'ils ne peuvent influencer l'UE. Dans une démocratie qui fonctionne bien, les instances décisionnelles sont responsables devant le peuple. Cette question a été soulevée par Antola et Ojanperä (1995, p. 18). La question suivante est d'importance : comment la responsabilité des instances de décision devant les citoyens se réalise-t-elle ? Il est vraiment difficile de répondre à cette question. On observe actuellement que le Parlement européen demande avec plus de force que la Commission soit responsable de ses actes devant lui. En un sens, cette responsabilité existe, dans la mesure où le

Parlement peut se débarrasser de la Commission – ce qu'il aurait fait, à n'en pas douter, au cours d'un épisode récent si la Commission n'avait pas elle-même démissionné.

Antola et Ojanperä (p. 18) s'interrogent sur la façon de combler le déficit démocratique par une évolution des institutions et des systèmes de prise de décision. Ce qu'ils entendent par déficit démocratique est "l'insuffisance, voire le rétrécissement des chaînes d'influence disponibles pour les citoyens". En Finlande, il existe à la fois une forte tradition de démocratie et d'État nation. C'est peut-être la raison pour laquelle l'élection du Parlement européen au suffrage direct est perçue comme la meilleure façon de rassembler les moyens de contrôle et d'influence des citoyens sur l'UE. La tradition démocratique insiste sur la responsabilité des gouvernements face à un corps représentatif élu par les citoyens au moyen du suffrage direct. Pour autant que nous sachions, ce modèle de démocratie ne fonctionne pas dans l'UE.

Le rôle et le pouvoir du Parlement européen sont au cœur du débat sur la démocratie. Olli Kivinen (*Helsingin Sanomat* 6.5.1999) prétend que le Parlement européen joue un rôle de plus en plus important dans l'évolution de l'UE. Qui plus est, il soutient que le pouvoir du PE a plus augmenté au cours des 20 dernières années que n'importe quelle autre partie de la construction européenne. Le Parlement aurait déjà, selon Kivinen, tant de pouvoir qu'il serait en mesure de diriger les évolutions de l'UE dans la direction qu'il a choisie, lorsque la restructuration reprendra.

Bien qu'il y ait un Parlement européen, il n'y a pas vraiment de système parlementaire dans l'UE. Pour commencer, l'UE n'a pas un gouvernement qui aurait obtenu la confiance du Parlement, car la Commission ne remplit pas les critères d'un gouvernement parlementaire normal (Rehn, 101).

Tiilikainen (1995) rappelle que l'histoire de la Finlande a été celle d'un pays qui a cherché la voie de l'indépendance et s'est battu plus tard pour sa souveraineté. Donc, la Finlande a une histoire fortement orientée sur l'idée nationale et n'a jamais connu de courant de pensée fédéraliste. Tiilikainen (1998, p. 173) dit encore que la Finlande, en tant que solide représentant de la tradition nationale en Europe occidentale, peut être considérée comme très mal préparée aux ajustements nécessaires à l'intégration européenne. Si l'on prend cet élément en considération, l'entrée de la Finlande dans l'UE s'est déroulée – comme le souligne Tiilikainen – avec une surprenante facilité. Mais le fait est qu'il s'agissait d'une chance historique pour la Finlande qui lui permettait de redéfinir sa position internationale, car pendant que se développait une Communauté européenne à laquelle la Finlande pouvait adhérer, la Russie s'affaiblissait et la guerre froide s'achevait.

Dr Allan Rosas, conseiller juridique influent de la Commission européenne, déclare dans *Turun Sanomat* du 8 mai 1999 que le concept des États-Unis d'Europe est soit une chimère, soit une impertinence. D'un autre côté, selon Rosas (*Ibid*), il est clair que l'UE a franchi de nombreuses étapes en direction de structures supranationales et d'une unification économique, qui deviendra plus tard également politique. Rosas rappelle encore que l'UE n'est pas une organisation internationale. C'est une communauté supranationale, une union qui, selon l'Article 1 du Traité sur l'Union "marque une nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe, dans laquelle les décisions sont prises dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture et le plus près possible des citoyens."

Mais l'État nation et l'intégration ne sont peut-être pas en opposition, comme le rappelle Olli Rehn (1996). La capacité pour un État nation de créer du bien-être et de la sécurité a été renforcée et non affaiblie lorsque l'Allemagne s'est amarrée à l'intégration européenne et que le libre-échange et le marché commun ont accéléré la croissance économique et contribué au quasi-plein emploi en Europe (Rehn, p. 37). Rehn a fait une découverte intéressante au sujet du degré d'autonomie d'un État nation. C'est pendant les années 1973-1985, lorsque l'intégration était officiellement plus lente, que les États nations ont le plus perdu leur autonomie. Plus que jamais, les biens et les personnes ont commencé à circuler à travers les frontières dans les années 1970, comme les capitaux et les investissements dans les années 1980. Rehn tire la conclusion qu'il existe une différence entre autonomie formelle et autonomie réelle. L'autonomie serait, selon la pensée traditionnelle centrée sur la nation, une

caractéristique des États nations. La pensée centrée sur la nation insiste sur la souveraineté formelle basée sur la loi fondamentale et la constitution. L'autre point de vue qui souligne le changement qualitatif des relations internationales et de l'interdépendance économique met l'accent sur la signification de la souveraineté *réelle*. Selon cette école, la capacité pour une nation de maîtriser son destin de façon autonome dépend plus de la force de son économie nationale et de ses capacités technologiques que d'une souveraineté formelle qui repose sur la constitution.

Jusqu'ici, il est clair que l'État nation est le symbole de l'entité politique. Le passage de la souveraineté nationale à la souveraineté européenne sera très lent. Tout reste, bien sûr, possible. Si les États nations le décident, ils peuvent laisser l'Europe évoluer en direction d'un ensemble politique (Laurent Bouvet, 1998). Dans ce cas, la souveraineté nationale diminuera ou disparaîtra totalement. D'un autre côté, cela permettrait de renforcer l'Europe dans le contexte mondial et les citoyens européens pourraient en bénéficier.

L'élargissement de l'Europe est un processus qui limite l'unité politique de l'Europe, car les États souverains sont les unités de base du processus d'élargissement. Par ailleurs, il existe encore des régions en Europe – comme les Balkans – où les entités politiques sont définies sur des bases ethniques.

L'unité politique de l'Europe est encore incomplète. Les États nations sont nés sur des fondements culturels, historiques et géographiques. Les gens veulent encore s'identifier par leur nationalité et être fidèles à leur État nation. En 1939, la Finlande a affronté l'offensive hivernale de l'ancienne Union Soviétique. L'esprit de cette Guerre de l'Hiver 1939 a uni les Finlandais dans leur lutte pour l'indépendance. Beaucoup d'hommes finlandais sont encore prêts à défendre leur patrie au prix de leur vie. Mais l'esprit de la guerre de l'hiver 1939 risque de faire défaut si les Finlandais devaient se battre pour l'Union européenne.

Le concept de fédéralisme est-il la seule réponse à apporter au problème du déficit démocratique de l'UE ? Le fédéralisme européen, dans sa forme la plus couramment acceptée, est basé sur les principes de l'État nation. Le risque est que dans une Europe fédérale les problèmes de l'État nation demeurent, mais à plus grande échelle. Je soutiens totalement l'idée que les principes de démocratie peuvent et doivent être développés et mis en œuvre dans un nouvel environnement. Dans le monde qui se régionalise et se globalise, ce type d'imagination politique est nécessaire. Il faut être capable de considérer la démocratie comme un idéal et un principe de légitimité qui évolue et s'adapte, et la démocratisation comme un processus qui n'est pas lié à un modèle historique particulier de société (Minkkinen et Patomäki, p. 124 ; Leander et Guzzini 1997).

### 3. Politique de sécurité

La politique de sécurité est peut-être l'élément qui combine le mieux l'histoire de la Finlande et celle de l'Europe (Mikkeli p. 32). L'idée de base des textes historiques finlandais est celle d'un pays qui vit continuellement sous la menace et qui doit être défendu. Le professeur Seppo Knuutila (1994, p. 8) a décrit dans son livre *The theory of a stupid people* comment "l'histoire de la Finlande mythique, autonome et indépendante est pénétrée par un idéal de défense, qui a tendu à forger nos mentalités". Knuutila décrit encore la façon selon laquelle la Finlande s'est défendue et se défend encore, bien qu'on ne voie pas très clairement où l'ennemi se cache ! La paranoïa et l'isolement sont, selon Knuutila, les sombres revers des vertus défensives.

Lorsque l'environnement politique de l'Europe s'est modifié de façon drastique au début des années 1990, la question de la neutralité a perdu son importance centrale dans la politique de la Finlande et de la Suède (Pesonen et Sänkiäho 1994). Jusque là, la neutralité était la principale expression de la position internationale de la Finlande et de sa politique de sécurité. Pendant les années d'après-guerre, la neutralité a représenté une solution politique pour assurer la sécurité de la Finlande. Le sentiment d'être un petit pays et la situation géographique du pays constituaient – comme l'affirme Tiilikainen (1998 p. 152) – les éléments qui, au travers d'un certain réalisme, servaient de base immédiate à cette politique.

Le fait que la Finlande souhaite laisser ouvertes certaines options de sécurité nationale est typique de la nouvelle politique. L'impression généralement ressentie était que l'adhésion à l'UE augmenterait les options disponibles (Pesonen et Sänkiäho, p. 52).

L'ancien président finlandais, M. Mauno Koivisto disait après l'entrée de la Finlande dans l'UE en 1995 que "ce sont les considérations relatives à la politique de sécurité qui ont le plus fortement œuvré en faveur de notre adhésion à la Communauté Européenne". Il considérait que les raisons économiques ne venaient qu'au second rang. Minkkinen et Patomäki (1997, p. 39) en ont conclu qu'en pratique, le raisonnement de Koivisto en matière de politique de sécurité signifiait que l'adhésion à la Communauté Européenne offrait – directement ou indirectement – une protection contre "l'instabilité" et les menaces potentielles de la Russie.

La signification de l'adhésion à l'UE était peut-être plus importante pour la position de la Finlande dans l'arène internationale en général et la politique extérieure de la Finlande en particulier. En 1995, le rapport du Conseil d'Etat sur la politique de sécurité considérait l'adhésion de la Finlande à l'UE comme une évolution capitale de sa position internationale. Selon ce rapport, l'ancienne position de la Finlande, entre l'Est et l'Ouest a été transformée par sa participation à l'Union européenne en tant qu'État membre. Le rapport du Conseil d'Etat affirme également que la participation de la Finlande à l'UE renforcera sa sécurité en lui permettant de résister aux menaces militaires et en dissuadant les tentatives de pressions extérieures. Le raisonnement et les analyses du rapport tendaient à prouver que la Finlande, du fait de son appartenance à l'UE, n'avait plus à se soucier ouvertement de son isolement et disposerait désormais du temps nécessaire pour apprécier les événements.

On peut également avancer que les Finlandais en avaient assez des spéculations sur la situation de la Finlande. Olli Kivinen l'a très bien exprimé dans sa chronique publiée à la fin de l'année 1994 (29.12.1994) dans les colonnes de l'*Helsingin Sanomat*. Le titre de l'article était : "1.1.1995 Pas de Spéculations". En fait, il s'agissait d'un changement capital. Jusque là – comme l'écrit Kivinen – la Finlande était supposée rester à l'écart des alliances occidentales qui auraient pu ébranler la confiance de la direction soviétique dans la volonté finlandaise de poursuivre sa politique étrangère dans le cadre du Traité d'Amitié, de Coopération et d'Assistance conclu avec l'Union Soviétique. D'autre part, l'Occident devait également être assuré de la neutralité finlandaise. Les analyses effectuées sur les motivations des électeurs finlandais lors du référendum sur l'adhésion à l'UE ont prouvé que les questions de sécurité nationale pesaient le plus lourd dans les choix européens des citoyens (Kivinen, 1994). Les évolutions qui se déroulaient alors en Russie étaient très peu claires et les Finlandais voulaient s'assurer qu'ils ne seraient pas entraînés dans une zone de chaos.



Les options relatives aux changements de position restent ouvertes – du moins du côté finlandais. Comme l'explique Vaahtoranta (1998, p. 13), sur la base de cette politique, il n'était pas urgent de rejoindre l'OTAN. A ce stade, l'expression du désir d'adhérer à l'OTAN aurait entraîné la Finlande dans le camp des pays qui n'appartenaient pas encore à l'Union européenne (Vaahtoranta p. 13). Quoiqu'il en soit, Vaahtoranta jette le doute sur cette argumentation. Il affirme que si la peur d'être isolé et la notion de sécurité au sens traditionnel du terme étaient des objectifs si importants (comme le rapport et les déclarations du Président et de certains ministres le laissent supposer), il serait également pertinent de rejoindre l'OTAN. Il rappelle également que malgré la coopération en matière de politique étrangère et de sécurité et de la mise en œuvre de la troisième phase de l'UEM, l'Union européenne n'est pas une alliance de défense collective. De plus, elle s'est révélée être un acteur peu efficace dans les questions traditionnelles de sécurité.

Tomas Ries (1998) prévoit que trois zones clés affecteront la sécurité de la Finlande dans les dix ou quinze prochaines années :

1. le voisin oriental de la Finlande, la Fédération de Russie, "Un empire moderne qui s'effondre",
2. la famille occidentale de la Finlande, l'Union européenne, "Une communauté post-moderne trop gâtée",
3. L'ancrage sécuritaire et politique de l'Europe, les Etats-Unis.

Ries (p. 33) a fait une excellente analyse de la politique de sécurité de la Finlande. Il avance que d'une certaine manière l'adhésion de la Finlande à l'UE représente "une police d'assurance au cas où les événements à l'intérieur de la Russie prendraient une tournure défavorable ". Mais il rappelle également, comme beaucoup d'autres l'ont fait, que la participation à l'UE n'apporte pas de garantie de sécurité en cas de crise majeure, pas plus que l'Europe à elle seule ne semble être en mesure de fournir de telles garanties dans un avenir prévisible. A mon avis, Ries pose quatre questions pertinentes fondées sur les réflexions suivantes :

1. Dans quelle mesure le fait de prévoir des évolutions inquiétantes dans l'avenir de la Russie indique-t-il que la Finlande recherchera un plus fort soutien en matière de sécurité à l'Ouest ?
2. Quel serait le prix à payer pour ce type d'alliance dans la zone septentrionale (en particulier pour les Pays Baltes) et pour les relations à long terme de la Finlande avec la Russie ?
3. Quel est le degré d'urgence de la décision finlandaise ?
4. Où ces garanties de sécurité doivent-elles être recherchées ?

Ries (p. 33) est direct dans ses analyses. Il assure que les trois premières questions constituent le dilemme existentiel actuel de la Finlande. Il qualifie la position actuelle d'excellente mesure conservatoire – fusion politique et économique complète avec l'Ouest par la participation à l'UE, conjuguée à la prudence militaire et au maintien du non-alignement et des moyens de défense indépendants – (Ries se demande d'ailleurs quel est le degré de réalité de la dernière assertion). Il souligne le fait qu'aucun changement brutal de la politique de sécurité de la Finlande n'est nécessaire dans les conditions internationales actuelles.

Olli Rehn (1996) donne une définition de la position de la Finlande en matière de sécurité : elle est une fonction des rapports de force entre la Russie et le reste de l'Europe et de la politique de la Russie vis-à-vis de la Finlande. Rehn (p. 73) explique qu'il s'agit du cadre dans lequel "la recherche légitime de sécurité" d'un petit pays comme la Finlande s'inscrit, une aspiration que la Finlande a cherché à mettre en œuvre tout au long de son histoire, en se frayant un chemin vers la neutralité, en s'appuyant à la fois sur les deux systèmes collectifs de défense et en recherchant des alliances militaires.

Bien sûr, la Finlande est tout à fait consciente de son histoire, ainsi que de la situation actuelle, où les pays membres de la Communauté européenne ont tenté depuis les années 1970 d'élaborer une politique étrangère commune, mais le fait est que les décisions relatives à la politique de sécurité étaient prises ailleurs. Teija Tiilikainen (1996, p.105) écrit que lorsque le processus de démocratisation a commencé dans les pays d'Europe centrale et orientale, la CE est devenue un acteur de la politique de sécurité en Europe. L'unification européenne est devenue un des grands défis de la CE et elle a également eu une influence sur l'évolution de la communauté vers l'union politique (Tiilikainen p. 106). Cependant l'UE a rencontré des obstacles dans sa recherche de systèmes institutionnels adéquats pour son système de sécurité.

L'UE n'est pas non plus une alliance militaire. Bien que l'UE ne soit pas une alliance militaire, l'adhésion à l'UE a ajouté de la valeur à la sécurité nationale de la Finlande (Rehn 1996, p. 82). L'UE ne peut pas donner des garanties militaires à la Finlande, mais elle peut créer un sentiment politique de solidarité. La destinée de la Finlande ne peut se décider "par-dessus la tête des Finlandais", sans influence de notre part. L'histoire de la Finlande offre de nombreux exemples de cette attitude (Rehn, p. 82).

Du point de vue finlandais, la politique de sécurité est un domaine important, mais des doutes ont été soulevés sur les capacités de l'Union pour la mettre en œuvre. Il s'agit, selon Esko Antola (1996), d'une action intergouvernementale, où les décisions doivent être prises à l'unanimité pour être mises en œuvre. Antola (9. 97) souligne le fait que pour résoudre une situation politiquement critique, la vitesse de réaction et, en fin de compte, la capacité d'anticiper sont nécessaires. Antola aborde également le dilemme de la politique de sécurité de l'UE : les pays membres parlent des besoins communs de sécurité et d'un concept de sécurité au sens large, mais ils continuent à évaluer la sécurité de leur propre point de vue national. Antola avance que ce dilemme est dû au fait que les pays membres ne sont pas sûrs que l'Union garantira leur sécurité. En conséquence, ils ne veulent pas donner à l'Union des instruments efficaces et des missions qui l'engagent.

Dans le débat finlandais sur la sécurité, son *caractère multidimensionnel* est mis en avant. À côté de la sécurité militaire, les dimensions sociétale, écologique et démocratique de la sécurité jouent un rôle important (Rehn, p. 98). Les menaces les plus lourdes qui pèsent aujourd'hui sur la Finlande ne sont pas les activités politiques ou militaires de la Russie, mais la sécurité nucléaire russe, les centrales atomiques de la région de Saint-Pétersbourg et les armes nucléaires de la péninsule de Kola. Pour améliorer la sécurité nucléaire en Russie, les ressources et l'expertise de l'UE sont nécessaires.

Il semblerait également que la politique de sécurité de la Finlande s'oriente vers des *structures basées sur la communauté*. En même temps, la Finlande veut maintenir ses propres capacités de défense. Rehn (p. 98) estime que la politique de sécurité basée sur la communauté, sans adhérer à aucune alliance, pourrait être à long terme le meilleur choix pour la politique de sécurité finlandaise.

Tiilikainen (1996, p. 107) rappelle que d'une façon générale les pays d'Europe occidentale ne considèrent pas leur sécurité menacée, au sens où une nation ou un groupe de nations pourrait les menacer d'une guerre ou d'une agression militaire. Comme dans les anciens pays de l'Europe de l'Est, l'aspect militaire de la sécurité reste important en Finlande, bien que de nouveaux aspects aient émergé. Tiilikainen dit que l'UE n'a pas été capable de jouer le rôle qu'on attendait d'elle à la fin de la guerre froide, au centre de la sécurité européenne. Les grandes puissances de l'Europe n'ont pas été capables de se mettre d'accord sur un nouveau système de sécurité.

#### 4. UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE (UEM)

La participation finlandaise à l'UEM a représenté un enjeu politique difficile dans le pays. En fait, lorsque la Finlande avait posé sa candidature à l'UE, elle avait admis, en raison des clauses du traité de Maastricht, que son objectif était aussi une adhésion à l'UEM. Mais cet aspect des choses a été vécu comme une surprise, non seulement par les opposants à l'adhésion finlandaise à l'UE, mais aussi par certains politiciens de premier plan. D'une certaine manière, on a assisté à une répétition du débat sur l'adhésion de la Finlande à l'UE selon le même axe "pour et contre". Le gouvernement finlandais a décidé de ne pas organiser de référendum sur la question de l'UEM, bien que la Suède l'ait fait. En fait, un des arguments avancés pour ne pas faire de référendum était qu'en l'espèce, la Finlande ne devait pas imiter la Suède comme elle l'avait fait lors de la candidature à l'UE.

Le rapport de référence qui explique les bases de la décision politique pour l'adhésion à l'UEM avait été préparé en 1997 par un groupe d'experts. Le groupe avait été nommé par le Premier ministre finlandais, Paavo Lipponen. Le président de ce groupe était le professeur Jukka Pekkarinen. Dans la note de synthèse, les auteurs commencent par écrire que l'UEM est une étape *politiquement* importante vers une intégration européenne plus approfondie, plus flexible (*monitahtisuus* - à plusieurs vitesses) (p. 11). Ensuite, le rapport souligne le fait que le Traité de Maastricht ne change pas le modèle de base de coopération intergouvernementale qui caractérise l'union. Dans ses travaux, le groupe d'expert s'est particulièrement concentré sur l'évaluation de la participation à l'union monétaire du point de vue de la stabilité économique. Le groupe avance que le fait d'appartenir au premier groupe de pays participant à la monnaie unique donnerait à la Finlande un pouvoir d'influence sur les prises de décision relatives à l'union monétaire. Au cas où la Finlande voudrait rester à l'extérieur, les avantages qu'elle en retirerait seraient une information et une expérience sur le fonctionnement de l'UEM.

Dans le chapitre d'introduction du rapport (p. 15), les experts expriment l'idée suivante : "la participation de la Finlande à la monnaie unique européenne est une question multidimensionnelle qui concerne l'économie et la politique extérieure. La décision d'y adhérer et l'évaluation globale qui la fonde appartiennent aux décideurs politiques". Le professeur Veikko Reinikainen (1998, p. 7) a commenté cette thèse en disant que dans une certaine mesure, il la comprenait, mais qu'il se demandait à la fois si on n'accordait pas une importance excessive à la nature politique de la solution et si, en revanche, on ne sous-estimait pas la portée de sa valeur économique.

Le rapport (p. 15) examine avec minutie les influences de l'UEM pour la Finlande, tant au niveau microéconomique qu'au niveau macroéconomique. Il explique que les avantages microéconomiques qui doivent être pris en considération sont ceux qui augmenteront l'efficacité économique lorsque la monnaie unique permettra de diminuer les frais et les risques de change, que les barrières à l'entrée des marchés s'abaisseront et que la concurrence se développera.

Une autre approche, macroéconomique cette fois, est liée à la question de l'influence que la participation à l'union monétaire aura sur la stabilité économique. Ces influences macroéconomiques ont – selon les termes du rapport – des directions divergentes. D'une part, l'abandon d'une politique monétaire indépendante implique un rétrécissement du champ d'action de la politique économique au cas où l'économie nationale rencontrerait des difficultés qui lui sont propres et qui la différencieraient des autres pays membres de l'union monétaire. D'autre part, la crédibilité de la politique économique pourrait en être améliorée et les risques causés par les désordres liés aux fluctuations monétaires pourraient diminuer. Une monnaie unique peut donc entraîner une baisse des taux d'intérêts due à la diminution de l'incertitude dans les pays où les taux sont élevés.

La question de l'union monétaire a été également débattue à un niveau plus général, et pas seulement du point de vue finlandais. Reinikainen (1998, p. 17) critique "l'ajustement mécanique" de la théorie de la zone monétaire optimale du projet de l'UEM "sans être le moins du monde conscient de la nature fondamentalement unique de l'intégration européenne". Selon Reinikainen, l'intégration européenne concerne un groupe de pays qui se caractérise par une communauté historique d'aspirations et une volonté de promouvoir à la fois l'intégration politique et l'intégration économique. De mon point de

vue, Reinikainen a tout à fait raison quand il dit que le projet UEM ne peut être évalué comme un "calcul dans lequel toutes les hypothèses seraient fournies", mais la question relève plus de savoir si l'union monétaire est capable d'initier un processus d'adaptation et de transformation, et si cette union, considérée déjà avec intérêt du point de vue du sentiment d'appartenance à un ensemble, était également en mesure de devenir progressivement fonctionnelle du point de vue économique.

L'argument de *nécessité* a convaincu pas mal de gens au cours du débat finlandais sur l'UEM. Les tenants de cet argument disaient que dans la mesure où la Finlande était membre de l'UE, il était nécessaire qu'elle fasse partie du "noyau dur", là où les décisions capitales sont prises. La peur d'être écarté et isolé et les conséquences qui en résulteraient ont été, selon Minkkinen et Patomäki (p. 42), une des caractéristiques principales du débat dans tous les pays qui ont adhéré par la suite à l'UE.

En Finlande, le débat a porté à la fois sur les implications économiques et sur les implications politiques de l'UEM. Ou, en fait, la question consistant à savoir si l'UEM était un "projet" politique ou économique était devenue elle-même un sujet de débat. Les arguments économiques et les arguments politiques ont été exposés. Les principaux arguments économiques en faveur de l'adhésion à l'UEM étaient qu'elle apporterait de la stabilité à l'économie finlandaise et ajouterait de la crédibilité à la politique économique du pays, en particulier auprès des investisseurs internationaux.

Une des conséquences de l'adhésion à l'UEM est que les pays qui y participent perdent leur devise nationale. Cet aspect des choses a également fait partie du débat finlandais sur l'UEM. Le mark finlandais avait été un symbole d'indépendance. Parmi les citoyens ordinaires, et particulièrement les plus âgés d'entre eux, cette question était considérée comme importante, mais en fin de compte elle n'a pas été un obstacle réel dans la poursuite des préparatifs à l'UEM. Bien sûr, les politiciens qui soutenaient l'entrée de la Finlande dans l'UEM tâchaient de rendre la question de la devise nationale aussi peu politique que possible. Mais, comme le soulignent fort bien Minkkinen et Patomäki (p. 69), après avoir fait de la monnaie une question non-politique, la valeur symbolique potentielle et l'identité de l'euro était perdues ou du moins affaiblies.

Du point de vue des conséquences économiques, le risque que la Finlande perde son autonomie d'adaptation aux fluctuations économiques a été largement souligné. La dévaluation de la devise nationale, le mark finlandais, était traditionnellement considérée comme un moyen permettant au pays de sortir des cycles de profonde dépression économique. Selon les critiques, la nature de l'économie finlandaise était considérablement différente de celles des autres pays européens, car elle était beaucoup plus sensible aux chocs asymétriques. L'opinion d'Olli Rehn (p. 59) à ce sujet était que les fluctuations de grande ampleur sont uniquement dues aux échecs des politiques économiques. Selon lui, les réactions à ces fluctuations ont souvent été disproportionnées et sont venues mal à propos.

Nous avons eu en Finlande un débat animé sur la nécessité de conserver la dévaluation comme instrument de politique économique. A l'automne 1997, presque tout le monde s'était rallié à l'opinion que la spirale dévaluation-inflation avait été un désavantage pour la Finlande ou, au moins, à que la poursuite de cette politique ne serait plus raisonnable (Patomäki et Minkkinen, p.43). Le tournant du débat a peut-être été l'opinion formulée en 1996 par le président de l'Union Centrale des Industriels et Employeurs Finlandais, M. Georg Ehrnrooth. Il a soutenu que la Finlande n'avait pas besoin de conserver l'option de la dévaluation. Ehrnrooth a aussi fait remarquer que l'UEM apportait de la stabilité à l'économie, diminuait le loyer de l'argent, améliorait la crédibilité de la politique économique et par tous ces moyens, améliorait la situation économique. Le patron de l'industrie finlandaise considérait que la liberté des marchés pouvait apporter beaucoup aux entreprises industrielles finlandaises. Il partageait l'opinion selon laquelle l'UEM pouvait créer les règles du jeu nécessaires pour garantir l'existence de marchés libres.

Deux questions ont été analysées dans le débat politique sur l'UEM : l'aspect sécuritaire de l'UEM et l'influence de la Finlande sur les décisions de l'UE. Minkkinen et Patomäki (p. 49) affirment que la décision de la Finlande à propos de l'UEM fait aussi partie des composantes de sa politique de sécurité. La Finlande veut participer à l'intégration européenne et pénétrer dans le cercle où les

décisions relatives à l'avenir de l'UE sont prises. Une fois de plus, l'objectif de la Finlande est d'éviter la situation où son destin se décide par-dessus la tête des Finlandais. Minkkinen et Patomäki (p. 151) notent également que parallèlement à ces aspects sécuritaires, un autre argument politique consiste à affirmer que l'UEM offre de nouvelles possibilités d'influencer l'UE. Olli Rehn (p. 64) dit que l'UEM est à la base un projet politique et historique. Il est associé à l'évolution générale de l'intégration européenne, ainsi qu'avec l'élargissement de l'UE à l'Europe centrale et orientale.

Les critiques finlandaises sont généralement liées au contenu de la politique économique de l'UEM et à la crainte que celle-ci menace la souveraineté et l'autonomie finlandaises et, par voie de conséquence, la démocratie finlandaise elle-même – en particulier dans la mesure où la démocratie européenne n'existe pas (Minkkinen et Patomäki p. 51). On craint que l'UEM accentue le déficit démocratique européen.

Antola (1998) dit que l'EMU va changer l'UE de deux manières. Premièrement, il créera un noyau au sein de l'union qui décidera des activités futures de l'union, même pour ceux qui ne font pas partie de ce noyau. Deuxièmement, il nécessitera un élargissement de l'autorité de l'union aux domaines de la politique économique qui relevaient auparavant des États nations (Antola p. 43). Antola considère encore (p. 44) que l'UEM exige des actions volontaires dans les secteurs adjacents à l'intégration des marchés, comme l'emploi et les politiques régionales et sociales. Au travers de ces mesures, l'UE peut contrebalancer les effets sociétaux du changement économique.

Aujourd'hui, la plupart des gens semblent satisfaits du fait que la Finlande fasse partie des premiers participants à l'UEM. La Finlande y a même gagné une notoriété positive car elle a figuré parmi les pays qui ont le mieux respecté les critères de l'UEM. Bien que la Finlande ait perdu sa propre devise, elle peut déjà entrevoir de nombreux avantages. Par exemple, le taux directeur actuel de la banque centrale est le plus bas de toute l'histoire du mark finlandais. Le Professeur Paavo Okko (*Turun Sanomat* 29.5.1999) rappelle que parallèlement à ce taux d'intérêt réduit, l'inflation est faible, le niveau du dollar américain est élevé par rapport à l'euro et l'atmosphère est bonne dans les marchés à l'exportation et sur les marchés nationaux. Okko ajoute que la décision de faire partie des premiers participants à l'UEM était bonne pour la Finlande. La Suède par exemple n'a pas bénéficié des avantages potentiels qu'apportent les expériences des autres. Les taux d'intérêts sont plus faibles en Finlande qu'en Suède et le parcours politique de la Finlande au sein de l'UE est bien plus réussi. Okko remarque qu'au moins certaines des "Euro craintes" étaient inutiles, mais qu'il est trop tôt pour évaluer de façon exhaustive les conséquences de la décision finlandaise d'adhérer à l'UEM.

## 5. LA DIMENSION SEPTENTRIONALE

L'initiative finlandaise qui consiste à "renforcer" la Dimension Septentrionale dans le cadre de la coopération européenne a été présentée publiquement pour la première fois en septembre 1997 par le Premier ministre finlandais Paavo Lipponen au cours d'une conférence internationale qui s'est tenue à Rovaniemi. Ce concept prend sa source dans l'histoire récente. En 1995 la Finlande, la Suède et l'Autriche sont devenues membres de l'UE. Les adhésions de la Finlande et de la Suède à l'UE ont donné un nouvel élan au projet allemand et danois qui vise à accorder une plus grande place à la zone de la mer Baltique dans les projets relatifs au développement régional de l'UE. Avec l'entrée de la Finlande et de la Suède, l'union s'est étendue à l'autre rive de la Baltique et au-delà du Cercle Polaire. Sa frontière commune avec la Russie atteint une longueur de 1 300 kilomètres. De plus, la future adhésion des Pays Baltes et de la Pologne accentuera le fait que l'UE et la Russie sont voisines. (Lipponen, 1999, *New Northern Europe Business Magazine*). Simultanément, le point d'équilibre géo-économique de la Russie s'est déplacé vers l'ouest, et surtout le nord-ouest. La part de l'UE dans le commerce extérieur de la Russie était d'environ 40 pour cent avant la récente crise économique russe. Lipponen (1999) reflète l'opinion finlandaise selon laquelle le projet de Dimension Septentrionale ne nécessite pas de nouveaux instruments financiers ou de nouvelles institutions. Toutefois, dit Lipponen, étant donné que des investissements importants seront sollicités, la coordination entre les différents moyens de financement doit être améliorée, par exemple sous forme d'opérations financières conjointes.

Lipponen (1999, p. 4) rapproche la Dimension Septentrionale de la Dimension Méridionale, et dit que la Finlande est engagée dans l'ensemble des projets de l'union, quelle que soit leur situation géographique, et qu'elle a participé activement au développement des dimensions sud et sud-est de l'UE. "L'ambition de l'Union, que ce soit au Sud ou au Nord, est notre ambition commune", dit Lipponen. L'UE a déployé beaucoup d'efforts pour résoudre les problèmes de la zone méditerranéenne. Mais l'initiative finlandaise ne représente nullement un contrepoids au développement de cette région.

L'initiative de Dimension Septentrionale implique l'élargissement de l'UE à la zone de la mer Baltique, mais elle favorise également le processus en aidant les pays candidats à préparer leur entrée dans l'UE explique Lipponen (1999). De plus, elle confortera la normalisation des relations entre les Pays Baltes et la Russie. Selon Lipponen, l'adhésion des Pays Baltes et de la Pologne conduira à une reconstruction de la zone de la mer Baltique car cette mer deviendra une voie maritime interne de l'Union. Lipponen affirme que "l'interdépendance UE-Russie-Pays Baltes augmentera".

Dans son discours de Rovaniemi, le Premier ministre Lipponen a défini géographiquement la Dimension Septentrionale comme une zone qui s'étend de l'Islande au Nord-ouest de la Russie et de l'Océan Arctique aux côtes sud de la mer Baltique. Par conséquent, au sein des pays qui ne font pas partie de l'UE, la Dimension Septentrionale concerne non seulement la Russie et les Pays Baltes, mais aussi les pays nordiques et la Pologne (Lipponen, 1997).

Pour l'opinion finlandaise, le contenu de la Dimension Septentrionale est focalisée sur les domaines suivants : environnement, exploitation tolérable des ressources naturelles, amélioration de la logistique et du trafic dans la zone. Les régions septentrionales de l'Europe sont des zones de croissance potentielle en raison des abondantes ressources en énergie, forêts, minéraux et produits de la pêche. La dépendance énergétique future de l'UE est soulevée dans le débat. On estime qu'en 2020, l'UE importera 70 % du gaz naturel et plus de 90 % du pétrole consommés dans les pays de l'UE. Ce constat accentue la nécessité de diversifier les sources et les réseaux de production d'énergie de l'UE. Les réserves de gaz de la mer de Barents et celles de la mer de Kara sont les stocks stratégiques d'énergie de l'Europe (Rauno Saari, Secrétaire d'État, Turku 30.11.1998).

L'initiative finlandaise en faveur de la Dimension Septentrionale de l'UE a été très importante pour le pays. Lassi Heininen (1999) décrit l'histoire de cette initiative dans sa thèse de doctorat. Selon Heininen (p. 193), la Dimension Septentrionale a été présentée officiellement pour la première fois par le Ministre finlandais des affaires étrangères de l'époque, Heikki Haavisto, au début de l'année 1994.

Haavisto (et la Finlande) a proposé la Dimension Septentrionale et nordique comme nouvelle zone d'activités de l'UE. Le Président Ahtisaari a fixé trois objectifs à la politique finlandaise relative à l'UE : l'attachement à la culture et à l'identité nordique, la création d'une Dimension Septentrionale pour l'UE et une coopération trans-frontières avec la Russie et la zone de la Baltique.

Au début de l'année 1996, on a vu poindre dans la politique étrangère finlandaise les premiers signes de mise en œuvre des projets trans-frontières et des relations avec la Russie. Paavo Lipponen, le Premier ministre finlandais, s'est d'ailleurs exprimé à ce sujet dans le quotidien économique finlandais *Kauppa-lehti*. Désormais, il est clair que la Dimension Septentrionale est un domaine important de la politique étrangère finlandaise. L'initiative a été inscrite au programme de l'UE pendant le sommet qui s'est tenu à Luxembourg en décembre 1997. Cependant, le défi majeur consiste désormais à donner un contenu à cette politique.

Parallèlement aux problèmes "durs" et à très long terme que posent le PDS (Programme de Dimension Septentrionale), les questions "douces" liées à la vie quotidienne des citoyens devraient également être prises en compte par le programme (Stenberg 13.11.1998 in *Helsingin Sanomat*). Les 1 300 km de la frontière finno-russe, qui est aussi la ligne de séparation entre l'UE et la Russie, sont à la charnière des plus profondes disparités économiques et sociales de l'Europe, voire même de la planète (Heikkinen, 1999, p. 5). L'espérance de vie à la naissance, qui est de 57 ans en Russie et de 73 ans en Finlande, est un indicateur significatif de cette disparité. Le salaire d'un enseignant ou d'une infirmière est de 50 à 70 fois supérieur en Finlande à celui de leurs collègues en Russie. Les régions Nord-ouest de la Russie, en particulier, souffrent de problèmes sociaux sérieux en raison de l'effondrement des industries locales depuis le début des années 1990. Selon Stenberg, les investissements réalisés dans les industries forestières de la zone d'Archangelsk, par exemple, n'atteignaient en 1995 que 10 % de ceux de 1990, et seules 4 exploitations forestières parmi les 30 existantes ont réalisé des profits en 1997.

Heikkinen soutient que les nouveaux grands enjeux de la politique sociale et de la sécurité sont la prévention de la criminalité, notamment les délits liés à la drogue et à l'immigration illégale, ainsi que la prévention des problèmes sociaux et de santé publique.

Antola (1998, p. 7) a un point de vue relatif à la Dimension Septentrionale qui diffère légèrement de l'approche "officielle". Selon Antola, la Dimension Septentrionale a au moins trois significations : premièrement, elle décrit la situation particulière de la Finlande dans l'UE ; deuxièmement, elle correspond à la démarche d'élargissement de l'UE et, troisièmement, elle désigne de manière tout à fait traditionnelle les régions septentrionales du globe, "le Nord du Nord". Antola ajoute qu'en raison de la dynamique de développement européenne, la Dimension Septentrionale a aussi une autre interprétation : elle est également connectée avec la politique extérieure de l'union, en particulier avec son élargissement, mais aussi avec le renouvellement des structures de l'UE. Antola considère que la Dimension Septentrionale est liée à la dynamique de croissance interne et externe de l'Europe par la mer Baltique. La Baltique est en train de devenir, comme Antola le rappelle, une mer intérieure de l'UE. Tous les pays riverains de la Baltique sont soit membres de l'UE, soit candidats à l'entrée dans l'union. Antola affirme même que la mer Baltique est au cœur de la Dimension Septentrionale. Il considère que vu sous cet angle, un parallèle peut être établi entre la Dimension Septentrionale et le Programme méditerranéen et le processus de Barcelone. Les objectifs de la Dimension Septentrionale et du programme Méditerranéen sont, jusqu'à un certain point, comparables. Le but du Programme méditerranéen est d'associer les politiques d'aide et de développement diverses et fragmentées mises en œuvre par l'UE sur la rive sud de la Méditerranée, c'est-à-dire en Afrique du Nord.

Le projet de Dimension Septentrionale est fondé sur deux points essentiels : pas de nouvelles structures et pas de nouveaux systèmes de financement. Une coordination des activités entre les organisations existantes sera cependant nécessaire. Les programmes européens TACIS, Phare et Interreg sont cités parmi les sources de financement les plus probables. Un des objectifs de la Dimension Septentrionale est de s'assurer du financement de la Banque Européenne d'Investissements (BEI) pour les projets en Russie (Heikkinen, 1999, p. 6).

La situation actuelle de ce projet est qu'il a été intégré au programme de l'UE au cours du sommet de Vienne et que sa valeur a été reconnue par les 15 pays membres. Le Conseil a commencé à traiter la question dans le groupe de travail sur l'Europe de l'Est. Les principes directeurs ont été définis sous la présidence allemande. Plus que jamais, l'attention a été portée sur la situation constitutionnelle, les questions de santé et de société. Le rapport du groupe de travail a été approuvé par les ministres des Affaires étrangères à la fin du mois de mai 1999. Au sommet de Cologne, la stratégie de l'UE à l'égard de la Russie a été également soumise à approbation. Il y a eu quelques controverses sur les relations entre l'initiative de Dimension Septentrionale et la stratégie européenne à l'égard de la Russie. La différence géographique, au moins, est claire ; la stratégie européenne vis-à-vis de la Russie couvre l'ensemble du pays, tandis que la Dimension Septentrionale ne couvre que les "parties européennes" de la Russie mais englobe également d'autres pays.

La coopération dans les zones Arctiques est considérée comme importante en Finlande, mais il semblerait que la Commission et certains pays membres aient une position plutôt négative à cet égard. On pourrait même affirmer qu'il y a pénurie de projets pour le développement de la zone Arctique.



## 6. LES DÉFIS DE LA PRÉSIDENTE FINLANDAISE

La Finlande assure la présidence du Conseil de l'union entre le 1<sup>er</sup> juillet et la fin de l'année 1999. On peut déjà pronostiquer que l'année 1999 sera d'une importante capitale dans l'histoire de l'union. Olli Rehn (1998) a écrit un ouvrage sur les défis que la Finlande devra relever pendant sa présidence. Rehn dit que le challenge est matérialisé par le document relatif à l'Agenda 2000 qui pilotera les évolutions de l'union dans les années futures. Rehn (p. 1) donne une liste des quatre sujets de portée exceptionnelle de l'année 1999. Premièrement, les négociations avec les pays qui ont posé leur candidature à l'union sont dans leur phase de grande intensité. Deuxièmement, le budget de financement des actions des années 2000-2006 doit être accepté par les pays membres avant fin 1999, ce qui exige entre autres choses un consensus sur la gestion des coûts d'élargissement. Troisièmement, les pays de l'UE devront se mettre d'accord sur le renouvellement des critères et le financement des fonds structurels, ce qui est également un préalable pour obtenir un accord budgétaire. Quatrièmement, les négociations sur le renouvellement de la politique agricole commune devaient être achevées dans la deuxième partie de l'année – elles l'ont été en fait sous la présidence allemande.

Parallèlement à ces grands thèmes, Rehn dresse la liste des sujets au programme : (1) la Dimension Septentrionale, (2) la concurrence, la société de l'information et l'emploi, (3) la réforme administrative de l'UE et (4) la mission de représentation de l'UE à l'extérieur revenant au pays qui assure la présidence.

Rehn (p. 2) signale également que la présidence finlandaise concentrera ses efforts sur la résolution des problèmes européens communs. Il dit que le succès de cette présidence sera évalué sur la base de la qualité des solutions qui auront été apportées à ces problèmes. Rehn estime qu'il reste très peu de place pour les projets nationaux et qu'ils doivent donc être choisis avec encore plus de soin. Par exemple, en ce qui concerne le renforcement de la Dimension Septentrionale, la coopération dans la Baltique et les relations avec la Russie, il pense que la Finlande devrait coopérer avec le pays qui a occupé précédemment la présidence, l'Allemagne, car celle-ci a naturellement intérêt à promouvoir ces projets.

La stratégie de l'UE vis-à-vis de la Russie commencera également à être mise en œuvre pendant la présidence finlandaise.

## 7. ANALYSE ET CONCLUSIONS

Je commencerai par une évaluation subjective de l'approche finlandaise vis-à-vis de l'UE. Pendant les années 1990, la Finlande a été très désireuse de participer à l'intégration européenne. En moins de dix ans, le pays a été en mesure de redéfinir presque entièrement sa position internationale. Ce désir latent est devenu possible après l'effondrement de l'Union Soviétique. Le projet d'une adhésion complète de la Finlande à la CE (et ensuite à l'UE) était cependant déjà débattue depuis la fin des années 1980. Le fait que la candidature de la Suède ait influencé le comportement de la Finlande de façon irrésistible n'a été, à ma surprise, que peu évoqué dans le débat. La décision de la Suède de renoncer à sa politique "traditionnelle" de neutralité dans un environnement international en rapide mutation a provoqué une sorte de choc auprès du personnel politique finlandais. A ce moment, la décision de la Finlande a clairement suivi celle de la Suède. Il est intéressant de noter qu'un des arguments qui a motivé l'adhésion de la Finlande à l'UEM (tout au moins celui exposé par le Premier ministre Paavo Lipponen) était que la Finlande devait prendre ses décisions en fonction de ses propres intérêts et ne pas suivre la Suède.

En second lieu, je ferai une analyse du débat finlandais sur l'UE basée sur les sources utilisées dans le texte. D'abord nous avons analysé les identités nationale et européenne. Sur la base de la discussion, on pourrait dire que l'identité nationale est encore plus forte en Finlande que l'identité européenne. Bien sûr, le sentiment d'identité peut changer avec les évolutions majeures, telle que la modification de la position finlandaise sur l'échiquier politique international. Lorsque l'on évoque une identité européenne et les valeurs communes qu'elle recouvre, il serait sage de se demander avec honnêteté, comme Juha Sihvola le fait, si le fait d'invoquer les valeurs européennes communes n'est pas en partie une "justification orientée par les buts". Ce qui est plus proche de la réalité, au moins dans un pays comme la Finlande, est qu'il existe une sorte de sentiment d'appartenance à un ensemble européen. Ce n'est que dans un débat hautement intellectuel qu'une identité européenne quelconque est recherchée. En règle générale, l'individualisme est une tendance qui se renforce en Finlande et les identités totalement basées sur un sentiment communautaire sont en train de perdre du terrain. Néanmoins, je pense qu'un sentiment positif d'identité européenne peut se développer progressivement si l'intégration se poursuit de façon équilibrée. Quoi qu'il en soit, les identités nationales devraient être soutenues car elles représentent aussi une richesse et une force pour l'Europe.

Beaucoup d'auteurs soutiennent que l'UE devrait trouver de nouvelles voies pour acquérir une nécessaire légitimité populaire, qui est un pré-requis avant un nouveau développement de l'UE. Donc, plus de démocratie devrait être accordée aux citoyens et de nouveaux moyens d'influencer le processus de décision et le développement de l'UE devraient être trouvés. En pratique, l'accroissement de la démocratie signifie-t-il – ou pas – le renforcement du fédéralisme ? Il y a une contradiction difficile à résoudre car la démocratie est une valeur positive et le fédéralisme est un mot presque tabou pour beaucoup de finlandais. Cela s'explique peut-être par une histoire fortement orientée vers la nation et une absence de tradition fédéraliste en Finlande. La première démarche serait de faire clairement savoir aux citoyens que fédéralisme ou système intergouvernemental ne sont pas des choix qui s'excluent l'un l'autre. Pourtant le crime, les menaces écologiques et même le chômage sont des problèmes internationaux qui ne peuvent être résolus séparément par chacun des pays membres. Une évaluation ouverte des différents domaines où le développement fédéral est possible devrait être engagée, à la fois du point de vue des nations et de celui de l'union, comme le suggère Teija Tiilikainen. Mais les États nations resteront encore longtemps les unités de base de l'intégration, ne serait-ce qu'en raison du fait que le processus d'élargissement se déroule sur la base de l'État nation.

L'extension et l'application pratique de la citoyenneté européenne est aussi un moyen d'obtenir plus de légitimité populaire. L'évolution vers plus d'ouverture et de transparence du processus de décision est une démarche importante qui devrait être poursuivie. Le résultat du traité d'Amsterdam a été plutôt satisfaisant pour la Finlande car la promotion du principe de transparence était peut-être l'objectif le plus important du gouvernement finlandais – et du gouvernement suédois – pendant la conférence intergouvernementale. Il est intéressant de noter que les gouvernements des pays nordiques sont moins enclins à accepter des méthodes fédérales pour améliorer la démocratie dans l'UE. De mon point de

vue, l'expertise doit être également favorisée, mais est-ce aux dépens de la participation générale des citoyens, telle est la question.

Il semble évident que les aspects sécuritaires sont les motivations les plus importantes de la politique finlandaise vis-à-vis de l'UE. C'est tout naturel pour un petit pays qui a vécu sous la menace, puis sous l'influence d'une grande puissance voisine. Lorsque la traditionnelle politique de neutralité a perdu de son importance au début des années 1980, la Finlande a réorienté sa politique de sécurité. Aujourd'hui la définition officielle de la Finlande est celle d'un pays non-aligné qui dispose d'une défense indépendante. Tandis que le système de sécurité de l'UE reste mal défini et que beaucoup de pays membres de l'UE sont également membres de l'OTAN, la Finlande n'a pas demandé à adhérer à cette organisation, mais ne veut non plus pas se fermer cette porte. Durant la récente crise du Kosovo, les pays de l'UE qui ne sont pas membres de l'OTAN ont joué un rôle important dans les efforts de paix. Aujourd'hui et sans doute plus encore dans l'avenir, le caractère multidimensionnel et les systèmes basés sur la communauté sont au cœur de la politique de sécurité finlandaise, comme l'explique Olli Rehn. Parallèlement à la sécurité militaire, les dimensions sociétale, écologique et démocratique de la sécurité sont également importantes. La politique de sécurité basée sur la communauté tout en restant à l'écart des alliances sera le choix le plus probable de la politique de sécurité de la Finlande sur le long terme.

Il n'en demeure pas moins, rappelle Teija Tiilikainen, que l'UE n'a pas été en mesure d'endosser le rôle central du système de sécurité européen comme on aurait pu s'y attendre après la guerre froide. La meilleure hypothèse pour un pays comme la Finlande serait l'existence d'un nouveau système de sécurité européen auquel il pourrait adhérer sans trop de difficultés. A ce jour, les grandes puissances de l'Europe ne semblent pas s'être rejointes sur un nouveau système de sécurité.

Ce débat sur la sécurité ne signifie pas que d'autres raisons, économiques par exemple, de participer à l'intégration européenne n'auraient aucune importance. La sécurité et la prospérité font partie des besoins de base de toutes les nations. L'histoire européenne de la Finlande est essentiellement celle d'un petit pays.

Dans une certaine mesure, la participation de la Finlande à l'UEM était la suite logique et naturelle de son adhésion à l'UE. Elle donnait également corps aux aspirations finlandaises de participer au noyau dur de l'UE et donc de renforcer sa position en politique internationale. On peut également dire que la décision finlandaise de participer à l'UEM comportait des aspects sécuritaires. Malgré certaines critiques exprimées en Finlande à l'égard de cette participation, il semblerait – sur la base de ce qui a été observé dans une courte période de temps – que la décision de la Finlande ait été la bonne. La Suède par exemple n'a pas bénéficié des avantages potentiels que procure le partage d'expérience, tout au contraire. Les taux d'intérêts sont plus bas en Finlande qu'en Suède et le parcours politique de la Finlande au sein de l'UE est bien supérieur. Reste à vérifier comment l'économie nationale finlandaise réagira aux troubles économiques internationaux dans le cadre de l'UEM. L'UEM peut aussi être considérée comme une expression de la volonté des pays membres de poursuivre le développement de leurs économies et de l'ensemble du processus d'intégration.

L'initiative de la Dimension Septentrionale est, à n'en pas douter, "l'enfant chéri européen" du gouvernement finlandais actuel. Bien que cette initiative ne soit pas encore définie avec exactitude et que sa signification et ses objectifs ne soient très bien connus des Finlandais, elle a conféré une image positive à l'UE et à la politique européenne de la Finlande. La DS a été considérée en Russie comme une démarche très positive qui a contribué à améliorer l'attitude de la Russie à l'égard de l'UE et aussi de la Finlande. Parallèlement aux grands projets énergétiques et aux infrastructures, la vie quotidienne des populations du Nord-ouest de la Russie devrait être prise en compte et améliorée. C'est à la frontière russo-finlandaise que l'écart social et économique est le plus important en Europe. La zone de la mer Baltique sera le point clé de la DS. La Baltique deviendra progressivement la mer intérieure de l'UE, lorsque la Pologne et les Pays Baltes auront rejoint l'union. Selon les accords officiels, aucune nouvelle structure ou nouvel instrument financier ne seront nécessaires pour sa mise en œuvre. Reste à savoir quelle sera la réussite de ce programme de Dimension Septentrionale.

A l'extérieur de la Finlande, le fait d'exercer la présidence européenne expose le pays au feu des projecteurs internationaux. La Finlande s'est préparée avec beaucoup de soin à cette mission historique. Bien sûr, l'évaluation de son action à la présidence sera de la plus grande importance pour la Finlande à la fin de son mandat. Je pense que cette présidence représente la suite du processus par lequel la Finlande renforcera sa nouvelle position en politique internationale. La Finlande est un pays de l'UE non-aligné, et en tant que responsable de la présidence elle trouvera peut-être le moyen de conjuguer les deux statuts, ce qui pourrait être d'une grande utilité pour aider l'UE à résoudre la crise du Kosovo.

Etant donné que la participation de la Finlande à l'UE ne pouvait être considérée comme une hypothèse réaliste jusqu'au début des années 1990, le "débat intellectuel sur l'UE" a été relativement court dans le temps. Bien que les intellectuels doivent également débattre de sujets considérés comme irréalistes, on n'a pas trouvé beaucoup de Finlandais pour s'engager systématiquement dans l'expertise de haut niveau sur l'Union européenne. Sur le terrain académique, l'Europe est plutôt une dimension que l'on retrouve dans différents domaines de la recherche, qu'un domaine de recherche à elle seule. On pourrait également dire que les évolutions de l'UE ont été si rapides que les chercheurs peuvent avoir des difficultés à les suivre en utilisant des méthodes scientifiques. La phase européenne de l'histoire de la Finlande est si courte à ce jour que nous ne pouvons pas encore tirer de conclusion sur sa signification. Mais il est clair que cette phase a apporté un nouvel éclairage sur l'avenir de la Finlande et d'une manière générale un climat d'optimisme.

## SYNTHÈSE

Au début des années 1990, la Guerre Froide s'est achevée, les Pays de l'Est ont été libérés et l'Union Soviétique a cessé d'être une structure totalitaire. Comme l'explique le Dr Teija Tiilikainen (1998, p. 159), tous ces changements ont conduit à une crise d'identité dans la vie politique finlandaise "en détruisant les fondements immédiatement visibles de notre ancienne doctrine politique". Le processus engagé formellement dans la nouvelle direction a commencé au début de 1992, avec le discours du Président Mauno Koivisto, dans lequel il exprimait son attitude positive à l'égard de l'adhésion de la Finlande à l'UE.

En Finlande, le débat sur l'Union européenne consistait, dans une large mesure, à prendre position pour ou contre la participation de la Finlande à l'intégration européenne. Heureusement, parmi les universitaires, journalistes, hommes et femmes politiques, il y a des gens capables d'analyser de façon plutôt objective les enjeux relatifs à l'UE et au rôle de la Finlande dans le processus d'intégration européenne. Avant le référendum de 1994 et l'adhésion de 1995, le principal sujet du débat était celui de la participation ou de la non-participation de la Finlande à l'UE. En parallèle, deux autres questions ont été placées au-dessus de toutes les autres : la sécurité et les questions économiques. Le problème de l'indépendance et de la souveraineté nationale, et en particulier la crainte de les perdre ont été également à l'ordre du jour. Un des problèmes permanents a été l'avenir de l'agriculture finlandaise. Sur un plan plus général et peut-être plus intellectuel, on a pu également observer des débats sur l'identité nationale opposée à l'identité européenne, la démocratie et le processus de décision dans l'UE, son évolution vers une direction fédérale ou intergouvernementale. L'élargissement de l'UE n'a pas soulevé de débat animé en Finlande, car les attitudes vis-à-vis de l'élargissement y sont toutes positives.

Le renforcement des tendances à l'intégration européenne a, en Finlande comme dans beaucoup d'autres pays européens, soulevé les questions suivantes : qu'est-ce que l'Europe ? Que signifie l'idée européenne ? Qu'est-ce qu'être Européen ? Cette Europe est-elle un projet dans lequel nous voulons nous engager ? Quelles sont les motivations rationnelles et affectives pour lesquelles nous voulons être Européens ? Ces questions sont proposées par le professeur Ilkka Niiniluoto (1996). Aujourd'hui, il y a bien plus de questions que de bonnes réponses à apporter au problème de l'identité européenne. Le sentiment d'appartenir à un ensemble européen est important, au moins du point de vue de la légitimité, et il donc est important pour l'avenir de l'Europe affirme le Dr Heikki Mikkeli (1998). La nouvelle identité de la Finlande pourrait être celle d'un petit pays nordique qui a trouvé sa place au cœur de l'Union européenne.

Comme cela a déjà été dit, la légitimité semble être un concept de plus en plus important pour le développement futur de l'UE. Il est important de comprendre les interrelations entre la légitimité, la démocratie et le fédéralisme. Exprimée de façon très simple, la logique suivante peut être utilisée : la légitimité peut être obtenue par l'accroissement de la démocratie. A son tour, la démocratie peut être réalisée par un développement du fédéralisme. Le problème, pour les Finlandais comme pour beaucoup d'autres peuples en Europe, est qu'un accroissement de la légitimité et de la démocratie sont acceptés et souhaités mais que le mot fédéralisme est encore considéré comme tabou. Tiilikainen (1999) nous rappelle les problèmes qui resteront difficiles à résoudre sans un accroissement du niveau de fédéralisme. Il s'agit par exemple du chômage, de la criminalité internationale, du déficit démocratique et de la complexité du processus de décision.

La politique de sécurité est peut-être le facteur qui conjugue le mieux l'histoire de la Finlande et celle de l'Europe. L'ancien président finlandais, Mauno Koivisto (1995), a déclaré que "les raisons de sécurité étaient celles qui nous permettaient de nous sentir plus fortement engagés en faveur de notre adhésion à la CE". Il considérait que les raisons économiques restaient secondaires. La politique actuelle de sécurité de la Finlande laisse les choix ouverts pour d'éventuelles modifications de sa position. Comme Tomas Ries (1998) le dit, l'adhésion de la Finlande à l'UE représente une "police d'assurance au cas où les évolutions au sein de la Russie prendraient une tournure encore plus inquiétante" et ce, bien que l'adhésion à l'UE n'apporte aucune garantie en terme de sécurité. Dans le

débat finlandais sur la politique de sécurité, son caractère multidimensionnel est souligné. Parallèlement à la sécurité militaire, les dimensions sociale, écologique et démocratique de la sécurité sont également mises en avant. Il semblerait également que la politique de sécurité de la Finlande s'oriente vers des structures basées sur la communauté.

Le débat finlandais sur l'UEM comportait à la fois des aspects politiques et des aspects économiques. La discussion politique tournait autour de deux questions : l'aspect sécuritaire de l'UEM et l'influence de la Finlande sur le processus de décision européen. Sur le plan des conséquences économiques, on a insisté sur le risque que la Finlande perde ses possibilités de réagir de façon autonome aux fluctuations de l'économie. Aujourd'hui, presque tout le monde semble se satisfaire du fait que la Finlande fasse partie des premiers pays participant à l'UEM.

Du point de vue finlandais, l'initiative de la Finlande relative à la Dimension Septentrionale de l'UE a été d'une grande importance. Cette initiative, approuvée à Vienne au plus haut niveau, fait partie de l'agenda européen. Sa valeur a été relevée par les quinze pays membres.

La Finlande assure la présidence du Conseil de l'Union du 1<sup>er</sup> juillet à fin décembre 1999. On peut déjà prévoir que l'année 1999 sera une période exceptionnelle dans l'histoire de l'Union. Les négociations avec les pays candidats seront dans une phase intense et le cadre budgétaire des années 2000-2006 devra être voté avant la fin de l'année. La mise en œuvre de la stratégie européenne à l'égard de la Russie aura également lieu pendant la présidence finlandaise.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

ANDERSSON, Jan Otto (1999) "Demokratiavaje ja työttömyys EU:n pääongelmat", *Turun Sanomat*, 28.4.1999.

ANTOLA, Esko (1996) *Avautuva vai koteloituvaa yhteisö ?*, Euroopan unioni HVK:n jälkeen, teoksessa Eurooppa-almanakka, toim. Timo Harakka, Oy Edita Ab Helsinki, ss. 91-104.

ANTOLA, Esko (1998) *Uusi EU ?*, Kunnallissalan kehittämissäätö, Polemia-sarja nro 28, Vammala.

ANTOLA, Esko ja OJANPERÄ, Virva (1995) *Hallitusten välisen kokouksen taustat ja keskeiset kysymykset*, SITRA, Helsinki.

BOUVET, Laurent (1998) "La nouvelle crise de la conscience européenne : L'Europe politique entre nation et fédération, Regards français" in *France-Allemagne : le bond en avant*, Paris, Odile Jacob.

HEIKKINEN, Ari (1999) "Northern Dimension - boosts for EU's policies in the North" in *Rapport sur l'Europe*, Statistiques Finlandaises, Helsinki, 3-6.

HEININEN, Lassi (1999) *Euroopan pohjoinen 1990-luvulla, moniulotteisten ja ristiriitaisten intressien alue*, Lapin yliopiston Arktisen keskuksen tiedotteita, Rovaniemi (synthèse en anglais).

KIVINEN, Olli (1994) "Trap shooting - the Finnish EU debate" in the *Yearbook of Finnish Foreign Policy*, Institut Finlandais des Affaires Internationales, Helsinki, 49-51.

KIVINEN, Olli (1994) "1.1.1995, ei spekulatioita", *Helsingin Sanomat*, 29.12.1994.

KIVINEN, Olli (1999) "EU-parlamentti vahvistunut nopeasti", *Helsingin Sanomat*, 6.5.1999.

KNUUTTILA, Seppo (1994) *Tyhmän kansan teoria, Näkökulmia menneestä tulevaan*, Suomalaisen kirjallisuuden seura, Helsinki.

KOIVISTO, Mauno (1995) *Kaksi kautta, muistikuvia ja merkintöjä 1982-1994*, Kirjayhtymä, Helsinki.

LIPPONEN, Paavo (1999) "The Northern Dimension of the European Union" in *New Northern Europe Business Magazine*, Finpro, Helsinki, 4-5.

MIKKELI, Heikki (1998) "Eurooppalainen identiteetti ja federalismi", teoksessa Westfalenista Amsterdamiin, toim. Eino Lyytinen, Juha Parikka ja Jukka-Pekka Pietiäinen, Oy Edita Ab, Helsinki, 17-38.

MINKKINEN, Petri ja PATOMÄKI, Heikki (1997) *Yhdentymisen ja rahaunionin politiikkaa. Suomi ja EMU globaalissa poliittisessa taloudessa*, Like, Helsinki.

NIINILUOTO, Ilkka (1996) *Mitä on olla eurooppalainen?*, teoksessa Euroopan henkinen tila ja tulevaisuus, toim. Ilkka Niiniluoto ja Paavo Löppönen, Werner Söderström Oy, Juva, 19-68.

OKKO, Paavo (1999) "Suomen EMU-ratkaisu oli oikea valinta", *Turun Sanomat*, 29.5.1999.

PESONEN, Pertti and SÄNKIAHO, Risto (1994) "The Finnish Referendum on Membership in the EU" in *Yearbook of Finnish Foreign Policy*, Institut Finlandais des Affaires Internationales, Helsinki, 52-59.

Rahaliitto ja Suomi - talouen haasteet, EMU-asiantuntijatyöryhmän raportti, Valtioneuvoston kanslian julkaisusarja 1997/24, Helsinki.

REHN, Olli (1996) *Pieni valtio Euroopan unionissa*, Kirjayhtymä, Helsinki.

REHN, Olli (1998) *Suomen EU-puheenjohtajuuden eurooppalaiset haasteet*, Valtiovarainministeriö, Helsinki.

REINIKAINEN, Veikko (1998) *Kansallinen EMU-ratkaisu pähkinänkuoressa*, Eurooppa-Instituutin keskusteluaiheita 1/1998.

RIES, Tomas (1998) *Finland and the Post-modern Security Environment, in Northern Dimensions*, Institut Finlandais des Affaires Internationales, Helsinki, 20-35.

ROSAS, Allan (1999) "EU:n ulkosuhteet - löytyykö puhelinnumeroa", *Turun Sanomat*, 8.5.1999.

SALMINEN, Johannes (1994) "Towards a Borderless Europe" in *Yearbook of Finnish Foreign Policy*, Institut Finlandais des Affaires Internationales, Helsinki, 16-19.

SAUKKONEN, Pasi (1996) *Identiteetti ja kansallinen identiteetti*, Kosmopolis 4/1996.

SIHVOLA, Juha (1996) *Hyvää, totta ja kaunista - eurooppalainen identiteetti Aristoteleesta Quentin Tarantinoon*, teoksessa Eurooppa-almanakka, toim. Timo Harakka, Helsinki, 21-42.

SIHVOLA, Juha (1998) *Eurooppalainen kosmopoliittisuus*, teoksessa Westfalenista Amsterdamiin, toim. Eino Lyytinen, Juha Parikka ja Jukka-Pekka Pietiäinen, Helsinki, 39-60.

STENBERG, Esa (1998) "Pohjoisen todellisuuden ohjelma", *Helsingin Sanomat* 13.11.1999.

TIILIKAINEN, Teija (1996) *Imperiumi miettii vastaiskua*, teoksessa Eurooppa-almanakka, toim. Timo Harakka, Helsinki, 105-14.

TIILIKAINEN, Teija (1998) *Europe and Finland, Defining the Political Identity of Finland in Western Europe*, Ashgate Publishing Ltd, Gateshead.

TIILIKAINEN, Teija (1999) "Suuntana Euroopan liittovaltio", *Turun Sanomat* 29.5.1999.

VAAHTORANTA, Tapani (1998) "Why the EU but not NATO ?" in *Northern Dimensions*, Institut Finlandais des Affaires Internationales, Helsinki, 3-19.

VIKSTRÖM, John (1994) "Euroopan arvot", *Helsingin Sanomat*, 27.4.1994.



## DISCOURS

HAAVISTO, Heikki, Ministre des affaires étrangères (1994) Ulkoasiainministeri Heikki Haaviston näkemyksiä Suomen ulkopoliitikasta eurooppalaisille toimittajille, 18.2.1994.

LIPPONEN, Paavo, Premier ministre (1997) "The European Union needs a policy for the Northern Dimension. In Europe's Northern Dimension: the BEAR meets the south, Ed. Lassi Heininen and Richard Langlais. Publications du Bureau Administratif de l'Université de Lapland, No. 39. Rovaniemi, 29-35.

SAARI, Rauno, Secrétaire d'Etat (1998), Puhe Eurooppalainen Turku ry:n valtuuskunnan kokouksessa 30.11.1998.